

# AVANT-PORT ET VIEUX PORT DE PORNIC

## REGLEMENT D'EXPLOITATION

**SAS Les Ports de Loire-Atlantique**  
**16 Quai Ernest Renaud**  
**CS 90517**  
**44105 Cedex 1**

[portdepornic@lesportsdeloireatlantique.fr](mailto:portdepornic@lesportsdeloireatlantique.fr)

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 . DEFINITIONS .....	3
ARTICLE 2 . CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT D'EXPLOITATION.....	3
<b>CHAPITRE 1. GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 3 . OBJET DU REGLEMENT .....	4
ARTICLE 4 . NATURE JURIDIQUE DES LOCATIONS.....	4
<b>CHAPITRE 2. LISTES D'ATTENTE .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 5 . DEFINITION DES LISTES D'ATTENTE .....	5
ARTICLE 6 . INSCRIPTION SUR LES LISTES .....	5
ARTICLE 7 . MAINTIEN SUR LISTE D'ATTENTE - RADIATION.....	6
ARTICLE 8 . FRAIS DE GESTION DE LA LISTE D'ATTENTE .....	6
ARTICLE 9 . INFORMATION ET COMMUNICATION .....	6
<b>CHAPITRE 3. ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT ANNUEL</b>	<b>7</b>
ARTICLE 10 . AUTORITE ATTRIBUTRICE .....	7
ARTICLE 11 . PRINCIPES D'ATTRIBUTION.....	7
ARTICLE 12 . CONTRAT DE LOCATION D'UN POSTE D'AMARRAGE.....	8
ARTICLE 13 . DUREE DES LOCATIONS .....	8
<b>CHAPITRE 4. OCCUPATION DES EMPLACEMENTS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT ANNUEL</b>	<b>10</b>
ARTICLE 14 . LES EMPLACEMENTS .....	10
ARTICLE 15 . OBLIGATIONS DE L'USAGER .....	10
ARTICLE 16 . EXCLUSIVITE .....	11
ARTICLE 17 . EMPLACEMENTS LAISSES VACANTS .....	12
ARTICLE 18 . RESTRICTION D'ACCES AU PORT .....	12
<b>CHAPITRE 5. REDEVANCES DANS LE CADRE D'UN CONTRAT ANNUEL .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 19 . EXIGIBILITE .....	13
ARTICLE 20 . PRIX .....	13
ARTICLE 21 . MODALITES DE PAIEMENT .....	13
<b>CHAPITRE 6. VISITEURS.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 22 . VISITEURS DISPOSANT D'UN CONTRAT SAISONNIER .....	14
ARTICLE 23 . VISITEURS A LA JOURNEE .....	17
<b>CHAPITRE 7. RESILIATION DE CONTRAT DE LOCATION (ANNUEL OU SAISONNIER) ET EXCLUSION D'UN VISITEUR A LA JOURNEE .....</b>	<b>20</b>
ARTICLE 24 . PROCEDURE DE RESILIATION .....	20
ARTICLE 25 . CONSEQUENCES DE LA RESILIATION.....	20
ARTICLE 26 . DEPART ANTICIPE D'UN NAVIRE DE SON POSTE D'AMARRAGE .....	21
<b>CHAPITRE 8. REGLEMENTS PARTICULIERS.....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 27 . UTILISATION DU PONTON DU BRISE-LAMES DE GOURMALON .....	22
ARTICLE 28 . UTILISATION DES CALES DE MISE A L'EAU.....	23
ARTICLE 29 . UTILISATION DU TERRE-PLEIN DE L'AVANT-PORT .....	23
<b>CHAPITRE 9. ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>24</b>
<b>CHAPITRE 10. BATEAU EPAVE ET BATEAU ABANDONNE .....</b>	<b>24</b>

## ARTICLE 1 .DEFINITIONS

Pour l'application du présent règlement, sont désignés sous le terme :

<b>Le Président du Conseil Départemental de Loire-Atlantique</b>	L'autorité concédante.
<b>La SAS Les Ports de Loire-Atlantique</b>	Le gestionnaire du port.
<b>Surveillants de port et auxiliaire de surveillance</b>	Agents désignés par l'autorité portuaire parmi son personnel, agréés par le Procureur de la République et assermentés. Ils sont chargés de faire respecter les lois et règlements de police portuaire, dont la police du plan d'eau et de l'exploitation, et constatent les infractions. Lorsqu'ils constatent une contravention ils peuvent relever l'identité des auteurs de l'infraction.
<b>Maître de port</b>	Représentant sur place du gestionnaire du port. Responsable des agents portuaires, il dirige le port et veille à la bonne exécution du service portuaire. Lorsqu'il y a un ou des surveillants de port, le maître de port est désigné parmi ceux-ci.
<b>Agents portuaires</b>	Ils assurent la bonne exploitation du port. Ils agissent sous la direction du maître de port.
<b>Capitainerie du port</b>	Siège de l'administration du port.

## ARTICLE 2 .CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT D'EXPLOITATION

Le présent règlement s'applique dans les limites administratives du port, les chenaux d'accès, ainsi que les zones d'attente et de mouillage, telles que définies par le contrat de délégation de service public pour la gestion, l'exploitation et l'entretien de l'avant-port et du vieux port de Pornic signée le 22 décembre 2014.

# **Chapitre 1. GENERALITES**

## **ARTICLE 3 .OBJET DU REGLEMENT**

Le présent règlement détermine les conditions d'attribution et d'occupation des emplacements délivrés par le gestionnaire du port aux plaisanciers, ainsi que celles relatives à l'utilisation des équipements de l'avant-port et du vieux port de Pornic.

## **ARTICLE 4 .NATURE JURIDIQUE DES LOCATIONS**

Les locations sont délivrées par le gestionnaire du port sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public dans le respect des caractéristiques du port soit notamment un tirant maximum de 1,50 mètre. En conséquence, l'usager ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit à l'occupation et au maintien dans les lieux.

L'autorisation est consentie intuitu personae. Elle n'est ni transmissible, ni cessible, sauf autorisation expresse du gestionnaire du port. Elle ne peut faire l'objet d'une mise en gage et plus généralement d'aucune opération relative aux droits réels.

Le contrat annuel prend fin à la date du décès de son titulaire. Néanmoins, afin de laisser aux familles le temps de s'organiser, un délai partant de la date du décès du titulaire jusqu'à la fin de l'année en cours augmenté de la totalité de l'année suivante, est toléré, avec maintien dans le port au tarif et conditions du contrat initialement consenti. Cette tolérance ne peut donner lieu à aucun renouvellement ni prolongation. Dans ce cas, la prolongation ne peut intervenir que sous réserve de la réception dans un délai de deux mois suivant la date de décès de l'accord écrit de l'ensemble des ayants-droits qui doivent, dans ce même délai, communiquer au gestionnaire du portuaire les coordonnées du notaire chargé de la succession et de la personne représentante de la copropriété titulaire de ce nouveau contrat.

Toute occupation du domaine public sans droit ni titre peut donner lieu à la perception d'une indemnité pour occupation du domaine public conformément à la tarification en vigueur, approuvée en Conseil Portuaire et affichée en capitainerie.

En application de l'article L.2331-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, toutes les contestations, soumises au droit français, qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution du présent règlement et des contrats portant occupation du domaine public relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Nantes.

## **Chapitre 2. LISTES D'ATTENTE**

### **ARTICLE 5 .DEFINITION DES LISTES D'ATTENTE**

#### **Liste externe des plaisanciers :**

Il est tenu la liste dite « liste externe des plaisanciers » destinée à recueillir les demandes des plaisanciers ne disposant pas d'emplacement au port.

Le demandeur doit s'inscrire sur la liste en indiquant les longueur et largeur du bateau. Le changement de caractéristiques reste possible à tout moment, et n'emporte pas modification du rang sur la liste d'attente, sous réserve du respect des dispositions de l'article 7 du chapitre 2. Il doit se faire par courrier adressé au gestionnaire du port.

#### **Liste interne des usagers du port :**

Il est tenu la liste dite « liste interne des usagers du port » destinée à recueillir la demande d'usagers disposant d'un emplacement en contrat annuel et souhaitant changer de caractéristiques et ou d'emplacement.

Le demandeur doit s'inscrire sur la liste en indiquant les longueur et largeur du bateau. Le changement de caractéristiques reste possible à tout moment, et n'emporte pas modification du rang sur la liste d'attente, sous réserve du respect des dispositions de l'article 7 du chapitre 2. Il doit se faire par courrier adressé au gestionnaire du port.

### **ARTICLE 6 .INSCRIPTION SUR LES LISTES**

Les demandes d'inscription type sont disponibles à la capitainerie du port.

L'inscription est individuelle et personnelle.

L'inscription sur une liste ne peut que résulter d'une demande écrite signée du plaisancier.

La demande est accompagnée des pièces suivantes :

- pour les personnes physiques :
  - d'une copie d'une pièce d'identité en cours de validité,
  - des adresses postales et électroniques, ainsi que des coordonnées téléphoniques,
- pour les personnes morales :
  - Associations déclarées :
    - d'une copie du récépissé de déclaration en préfecture,
    - d'une photocopie d'une pièce d'identité du président en cours de validité,
    - des adresses postales et électroniques, ainsi que des coordonnées téléphoniques,
  - Sociétés :
    - d'une pièce d'identité du mandataire, en cours de validité,
    - d'un extrait K bis du RCS datant de moins de trois mois,
    - des adresses postales et électroniques, ainsi que des coordonnées téléphoniques,
- des caractéristiques du bateau.

La date effective de l'inscription d'origine génère le rang.

Le changement de gabarit est possible à tout moment et doit être notifié au gestionnaire du port par courrier.

Nul ne peut être inscrit sur liste d'attente s'il est mineur, incapable, déchu de ses droits civiques.

## **ARTICLE 7 .MAINTIEN SUR LISTE D'ATTENTE - RADIATION**

Au plus tard, le 30 septembre de l'année en cours, le gestionnaire du port envoie à chaque demandeur inscrit sur liste d'attente, une demande de maintien de son inscription pour l'année suivante, ainsi qu'une confirmation des éléments du dossier remis lors de l'inscription.

Les demandeurs devront confirmer le maintien de leur inscription, en apportant éventuellement les modifications relatives à leur dossier d'inscription (adresses postales et électroniques, coordonnées téléphoniques, caractéristiques de leur bateau), et ce, au plus tard le 31 octobre de l'année en cours, le cachet de la Poste faisant foi.

Passé ce délai, le maintien de l'inscription sur liste d'attente sera annulé sans qu'il soit nécessaire, pour le gestionnaire du port, de le notifier à l'inscrit radié.

## **ARTICLE 8 .FRAIS DE GESTION DE LA LISTE D'ATTENTE**

### **Liste externe des plaisanciers :**

Des frais de gestion de la liste d'attente pour les personnes inscrites sur les bassins avant-port, intermédiaire ou arrière-port, conformément à la tarification en vigueur, approuvée en Conseil Portuaire et affichée en capitainerie, seront exigés, à l'inscription, puis chaque année, afin de confirmer le maintien de l'inscription sur liste d'attente. Toutefois, ces frais ne seront plus exigés au-delà de la 7ème année consécutive d'inscription.

Ces frais résultent de la gestion administrative de la liste d'attente. Cette gestion administrative de la liste d'attente, comporte notamment :

- l'établissement d'un dossier d'inscription,
- la gestion du dossier d'inscription,
- l'information portée à l'inscrit dès lors qu'une place correspondant à sa demande se libère,
- envoi d'une demande de maintien de l'inscription pour l'année suivante.

### **Liste interne des usagers du port :**

Les usagers du port inscrits sur la liste interne des usagers du port seront exonérés des frais de gestion de la liste d'attente interne.

## **ARTICLE 9 .INFORMATION ET COMMUNICATION**

La liste d'attente est consultable en Capitainerie.

## **Chapitre 3. ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT ANNUEL**

### **ARTICLE 10 .AUTORITE ATTRIBUTRICE**

Le gestionnaire du port attribue les emplacements en fonction des conditions d'exploitation du port et en application du présent règlement.

Il peut refuser ou retirer l'attribution à tout usager dont le bateau ne serait pas navigant ou dont l'état présenterait des risques pour la navigation, la sécurité ou la salubrité du port. Les infractions sont constatées conformément au règlement de police de port.

Les titulaires de contrat de location peuvent se voir attribuer un emplacement différent de celui attribué lors de la signature du contrat. Lorsque les conditions d'exploitation le nécessitent, le déplacement du bateau est à la charge de l'usager. A défaut, les agents du port sont autorisés à procéder au déplacement du bateau, à la charge et sous la responsabilité de l'usager.

### **ARTICLE 11 .PRINCIPES D'ATTRIBUTION**

\*Le gestionnaire du port attribue chaque emplacement devenu disponible en fonction de l'ancienneté d'inscription du demandeur inscrit sur liste d'attente, qu'il tient à cet effet, pour la catégorie demandée, ainsi que pour le bassin souhaité.

Le gestionnaire du port n'est pas tenu d'attribuer un emplacement devenu disponible s'il entend le réserver à un usage public, à des visiteurs, à des bâtiments militaires ou de sécurité ou pour tout autre motif tenant à l'organisation du port ou à un motif d'intérêt général.

Les emplacements déclarés disponibles par le gestionnaire du port seront proposés en contrat annuel, au plus tard le 15 mars de l'année en cours, aux demandeurs inscrits sur liste d'attente, sous réserve d'être à jour de toutes leurs dettes de stationnement à flot et autres prestations annexes du port, par alternance entre les listes en fonction des places disponibles et de la catégorie de bateau.

Dans le cas où le demandeur accepte la proposition, un contrat de location d'un poste d'amarrage sera établi.

Dans le cas contraire, le demandeur conserve son rang sur la liste d'attente. Cependant, en cas de troisième refus, le demandeur devra de se réinscrire sur listes d'attente conformément à l'article 6 du présent règlement.

Ces attributions sont effectuées à concurrence du nombre d'emplacements existants.

\*Tout professionnel souhaitant un emplacement dans le port doit adresser sa demande écrite au gestionnaire du port qui transmettra sa demande au Président du Conseil Portuaire. Le Conseil Portuaire émet alors un avis sur le principe de l'attribution.

Sur la base de cet avis, le gestionnaire du port peut attribuer, dans la limite d'accueil du port, un emplacement correspondant à la demande.

## **ARTICLE 12 .CONTRAT DE LOCATION D'UN POSTE D'AMARRAGE**

Dès acceptation par le demandeur de la proposition d'un emplacement par le gestionnaire du port, un contrat de location d'un poste d'amarrage sera adressé en deux exemplaires signés au demandeur.

Ce dernier dispose d'un délai de 15 jours pour retourner un exemplaire dûment complété, daté, signé et précédé de la mention Lu et Approuvé, sans modification des champs renseignés, accompagnés des pièces suivantes :

- Copie de l'acte de francisation, de la carte de circulation ou du contrat de nolisation du bateau, chacun de ces documents au nom du titulaire de la location,
- Attestations d'assurance couvrant les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port, quelles qu'en soient la cause et la nature, soit par le navire soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables, et précisant que les frais de renflouement sont couverts par la police souscrite, dommages corporels causés au personnel du gestionnaire du port, ainsi que tous dommages matériels et corporels causés aux tiers,
- Attestation de confié signé par le propriétaire ou le titulaire du contrat de nolisation pour les entreprises de réparation navale,
- Le règlement de la redevance.

Dans le cas où, le demandeur n'est pas propriétaire du navire au moment du renvoi du contrat de location d'un poste d'amarrage, il appartiendra à ce dernier, de remettre les pièces suivantes :

- Copie de l'acte de francisation, de la carte de circulation ou du contrat de nolisation du bateau, chacun de ces documents au nom du titulaire de la location,
  - Attestations d'assurance couvrant les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port, quels qu'en soient la cause et la nature, soit par le navire soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables, et précisant que les frais de renflouement sont couverts par la police souscrite, dommages corporels causés au personnel du gestionnaire du port, ainsi que tous dommages matériels et corporels causés aux tiers,
  - Attestation de confié signé par le propriétaire ou le titulaire du contrat de nolisation pour les entreprises de réparation navale,
- avant toute occupation de l'emplacement.

A défaut de remise de ces pièces le contrat ne pourra être conclu. Toute occupation d'un emplacement en l'absence de contrat, constitue une occupation du domaine public, sans droit ni titre, susceptible d'entraîner une indemnité d'occupation du domaine public conformément à la tarification en vigueur, approuvée en Conseil Portuaire et affichée en capitainerie.

Le contrat de location sera rédigé au nom du demandeur.

Ce dernier deviendra alors l'unique interlocuteur du gestionnaire du port. Toutes les correspondances, quelles qu'elles soient, lui seront adressées.

## **ARTICLE 13 .DUREE DES LOCATIONS**

Les locations sont accordées aux usagers pour une durée d'un an coïncidant avec l'année civile.

Elles ne sont pas renouvelables par tacite reconduction.

Au plus tard le 15 décembre, le gestionnaire du port envoie à chaque usager titulaire d'un contrat de location annuel, sous réserve d'être à jour de toutes ses dettes de stationnement à flot et autres prestations annexes du port, un nouveau contrat de location annuel pour l'année suivante.

L'utilisateur fait part de sa position au gestionnaire du port avant le 31 décembre de l'année en cours.



Il joint à sa réponse :

- le nouveau contrat annuel pour l'année suivante, dûment complété, daté, signé et précédé de la mention Lu et Approuvé, sans modification des champs renseignés,
- les attestations d'assurance couvrant les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port, quelles qu'en soient la cause et la nature, soit par le navire soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables, et précisant que les frais de renflouement sont couverts par la police souscrite, dommages corporels causés au personnel du gestionnaire du port, ainsi que tous dommages matériels et corporels causés aux tiers,
- le titre de propriété du bateau,
- le règlement de la location annuelle en cas de paiement par chèque bancaire,
- le Relevé d'Identité Bancaire en cas de paiement par prélèvements,
- le mandat de prélèvement SEPA.

En cas de dossiers reçus après le 31 décembre le cachet de la Poste faisant foi, ou, en cas de dossiers incomplets, le nouveau contrat de location annuel ne sera pas conclu.

L'emplacement sera alors considéré comme vacant, à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

Les locations étant consenties pour une durée déterminée, elles peuvent ne pas faire l'objet d'un nouveau contrat de location, décision qui est notifiée à l'utilisateur par lettre recommandée trois mois avant l'échéance annuelle

## **Chapitre 4. OCCUPATION DES EMPLACEMENTS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT ANNUEL**

### **ARTICLE 14 .LES EMPLACEMENTS**

Les emplacements sont classés par catégories en fonction du gabarit du bateau qu'ils peuvent accueillir.

Les emplacements des bateaux étant adaptés aux contraintes du port, ces derniers sont affectés aux bateaux suivant leur taille et leur tirant d'eau.

Au sein de la zone de Gourmalon, et à titre exceptionnel, un bateau pourra occuper la place d'un bateau de caractéristiques supérieures sous réserve qu'il s'acquitte de la redevance minimale de l'emplacement. Il pourra être amené à réintégrer une place correspondant à sa taille sur simple demande du gestionnaire du port.

### **ARTICLE 15 .OBLIGATIONS DE L'USAGER**

Tout usager se doit de respecter le règlement de police du port ainsi que le présent règlement.

L'usager plaisancier s'engage à n'occuper l'emplacement que pour une finalité non professionnelle et un usage privé non commercial. Il ne peut échanger son emplacement avec un autre plaisancier ou avec un professionnel.

L'occupation de l'emplacement par un usager plaisancier est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle, dont le montant est fixé en considération de la catégorie du navire pour lequel l'emplacement est consenti, calculée en fonction de la longueur hors-tout incluant les appareils fixes, de la largeur et du nombre de coques. Ces montants sont portés à la connaissance des usagers par voie d'affichage en capitainerie.

L'occupation de l'emplacement par un usager professionnel du nautisme est consentie moyennant le paiement d'une redevance dont le montant est fixé en considération de la catégorie de l'emplacement, conformément à la tarification en vigueur, approuvée en Conseil Portuaire et affichée en capitainerie.

L'usager est également tenu de maintenir en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité son bateau tout au long de l'occupation de l'emplacement.

L'usager s'oblige par ailleurs à assurer la conservation des ouvrages et des équipements mis à sa disposition et à signaler toute détérioration au maître de port.

Les navires ne pourront rester sous tension électrique qu'en présence d'une personne à bord. Tous les branchements constatés sur un navire dont les occupants sont absents, seront neutralisés par les agents du port. Tout dommage résultant de cette neutralisation ne pourra être imputé au gestionnaire du port.

Les appareils électriques utilisés à bord doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les navires selon leur catégorie, ainsi que les éléments de raccordement entre les dites installations et les bornes de distribution du port.

Le droit d'utilisation du poste d'amarrage, objet d'un contrat de location entre l'usager et le gestionnaire du port, ne pourra être transmis accessoirement à la propriété du navire. Le nouveau propriétaire, pour le cas où il désirerait bénéficier d'un poste d'amarrage, devra présenter une demande de location au gestionnaire.

Dans l'hypothèse où le plaisancier ne serait plus titulaire d'un titre portant sur le navire, le contrat de location conclu sera résilié de plein droit. Est considérée comme propriétaire la personne désignée sur l'acte de propriété du navire. Dans l'hypothèse où plusieurs personnes sont désignées sur l'acte de

propriété du navire, une seule personne devra être désignée comme représentant unique de la copropriété. La vente par un copropriétaire, représentant unique de la copropriété, de ses parts à un autre copropriétaire équivaut à la vente du navire à un tiers, entraînant la perte du droit de jouissance du poste d'amarrage.

L'utilisateur s'engage à aviser le maître de port de toute utilisation de son navire par des tiers. Il reste tenu de tous les droits qui pourraient être dus en raison du stationnement ou des services dont son navire aura bénéficié. Il se doit d'informer ces tiers des obligations de respect du présent règlement ainsi que du règlement de police du port.

Les mouillages devront être utilisés tels qu'ils ont été installés et ne doivent en aucun cas être modifiés par leur bénéficiaire. En cas d'avaries subies par les chaînes ou les bouées, l'utilisateur devra en informer immédiatement le responsable du port.

Chaque propriétaire de bateau devra mettre en place à l'avant et à l'arrière au moins une amarre, celle à l'arrière étant fournie et mise en place par le gestionnaire du port. Néanmoins, le propriétaire demeure responsable de la surveillance de l'usure de cette amarre, à charge pour lui de prévenir le gestionnaire du port pour son remplacement.

Ces amarres devront être frappées sur les anneaux des bouées à la condition expresse qu'elles ne flottent pas. En cas d'absence prolongée du propriétaire (période hivernale), il est obligatoire de doubler les amarres à l'avant. Chaque usager devra disposer sur chaque bord de son bateau des défenses pour amortir les contacts inévitables entre les embarcations. Les pneus sont formellement interdits.

Afin que tous les bateaux se comportent d'une manière quasi identique pendant leurs mouvements au mouillage (ressac, courant, vent..) il est indispensable qu'ils soient amarrés « court » sur les bouées, environ un mètre entre l'anneau avant et le chaumard d'étrave). L'amarrage recommandé peut être demandé à la capitainerie du port.

En tout état de cause, le gestionnaire du port ne saurait être responsable de toute avarie résultant de cet amarrage.

Les bateaux quillards ou dériveurs lestés dont le tirant d'eau cause une gîte prononcée à l'échouage devront obligatoirement béquiller.

## **ARTICLE 16 .EXCLUSIVITE**

Toute catégorie d'emplacement est exclusivement réservée au bateau déclaré dans le contrat de location conclu entre l'utilisateur et le gestionnaire du port. Il ne peut être ni sous-loué, ni cédé.

Dans l'hypothèse où l'utilisateur entendrait substituer un nouveau navire à celui pour lequel un contrat a été conclu, il devra en aviser le maître de port, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le maître de port se réserve alors le droit d'apprécier si les caractéristiques du nouveau navire sont compatibles avec l'emplacement initialement attribué.

Dans le cas où, les caractéristiques du nouveau navire sont jugées compatibles, par le maître de port, avec l'emplacement initialement attribué, un avenant au contrat de location d'un poste d'amarrage sera conclu, dès remise des pièces suivantes :

- copie de l'acte de francisation, de la carte de circulation ou du contrat de nolisation du bateau, chacun de ces documents au nom du titulaire de la location,
- attestations d'assurance couvrant les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port, quelles qu'en soient la cause et la nature, soit par le navire soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables, et précisant que les frais de renflouement sont couverts par la police souscrite, dommages corporels causés au personnel du gestionnaire du port, ainsi que tous dommages matériels et corporels causés aux tiers,

- attestation de confié signé par le propriétaire ou le titulaire du contrat de nolisation pour les entreprises de réparation navale.

Dans le cas où, les caractéristiques du nouveau navire sont jugées incompatibles, par le maître de port, avec l'emplacement initialement attribué, l'utilisateur ne sera pas autorisé à procéder à la substitution. Ce dernier sera alors invité à s'inscrire sur la liste d'attente interne des usagers du port.

Tout changement de catégorie d'emplacement entraîne la conclusion d'un contrat de location d'un poste d'amarrage spécifique à la catégorie d'emplacement.

## **ARTICLE 17 .EMPLACEMENTS LAISSES VACANTS**

### **a) Cas général**

L'utilisateur s'oblige à prévenir le maître de port de toute absence prévisible du navire de son poste d'amarrage pour une durée supérieure à 3 (trois) jours. Faute de déclaration préalable dans les conditions susvisées, le poste sera réputé libre à compter du lendemain du jour d'absence. Le maître de port se réserve alors la possibilité d'affecter l'emplacement momentanément libéré à des navires de passage, et ce sans indemnités pour l'utilisateur.

### **b) Cas exceptionnel**

En cas d'absence prévisible du navire de son poste d'amarrage pour une durée supérieure à un an, l'utilisateur bénéficiant du tarif annuel préférentiel, se doit de :

- informer le maître de port, au plus tard, le 30 septembre de l'année en cours de ses intentions pour l'année suivante, ou, 3 mois précédant la date de son départ,
- informer le maître de port de la date de son retour,
- informer le maître de port de son éventuel retour prématuré, au plus tard, 3 mois avant cette date.

Au vu de ces éléments, le gestionnaire du port pourra décider d'accorder, de manière exceptionnelle, et ce, par dérogation au premier alinéa de l'article 13 du présent règlement, au plaisancier les conditions préférentielles suivantes :

- une remise de 85 % appliquée sur la base du contrat annuel du dernier navire, par année d'absence dans la limite d'absence autorisée,
- un emplacement, facturé mensuellement au tarif « visiteurs », mis à disposition du plaisancier entre la date de son retour et le 31 décembre de l'année de son retour,
- un nouvel emplacement proposé au plaisancier pour l'année civile suivant la date de son retour.

Cette absence prévisible ne peut excéder six années civiles consécutives.

## **ARTICLE 18 .RESTRICTION D'ACCES AU PORT**

En cas de travaux ou d'opérations de maintenance et d'entretien apportant une gêne à la navigation dans le port, ou interdisant toute entrée ou sortie du port, le gestionnaire du port informera les usagers du port bénéficiant d'un contrat annuel, de l'importance des travaux, ainsi que de la durée de la gêne à la navigation ou de l'interdiction de toute entrée ou sortie du port.

L'utilisateur est informé qu'aucune indemnité ne lui sera versée, en raison de la restriction d'accès au port.

En cas de travaux nécessitant la dépose de tout ou partie du plan de mouillage, le gestionnaire du port pourra demander à l'utilisateur de procéder par ses soins à l'enlèvement de son navire, et à défaut, à ses frais, pour une durée déterminée, sans qu'aucune indemnité ne soit versée à l'utilisateur.

## **Chapitre 5. REDEVANCES DANS LE CADRE D'UN CONTRAT ANNUEL**

### **ARTICLE 19 .EXIGIBILITE**

L'obtention d'un emplacement rend la redevance exigible dès la date de mise à disposition de l'emplacement que celui-ci soit occupé ou non.

La redevance est appliquée pour une durée d'un an coïncidant avec l'année civile.

### **ARTICLE 20 .PRIX**

La redevance d'occupation est appliquée selon un barème tarifaire approuvé annuellement en Conseil Portuaire. Ce barème tarifaire est annexé au présent règlement.

Il est rappelé que le montant de cette redevance d'occupation est fixé en considération de la catégorie du navire pour lequel l'emplacement est consenti, calculée en fonction de la longueur hors-tout incluant les apparaux fixes, de la largeur, ainsi que du nombre de coques.

En cas de différence d'identité entre le signataire du contrat et la personne procédant au règlement de la redevance portuaire, cette dernière ne saurait prétendre à un quelconque droit de jouissance sur le poste d'amarrage attribué dans le contrat de location.

### **ARTICLE 21 .MODALITES DE PAIEMENT**

\*Le règlement de la redevance annuelle par un plaisancier doit être remis à la capitainerie du port :

- soit totalement :
  - par chèque libellé à l'ordre de la SAS Les Ports de Loire-Atlantique et adressé à la capitainerie,
  - ou, par carte bancaire,
  - ou, par espèce ;
- soit par six (6) prélèvements automatiques au 15 des six mois suivants la signature des contrats (la première échéance correspond à 20 % de la facture).

\*Le règlement de la redevance annuelle par un professionnel doit être remis à la capitainerie du port :

- soit totalement :
  - par chèque libellé à l'ordre de la SAS Les Ports de Loire-Atlantique et adressé à la capitainerie,
  - ou, par carte bancaire,
  - ou, par espèce ;
- soit par cinq (5) prélèvements automatiques au 15 des mois de mai à septembre. Chaque échéance correspond à 20 % de la facture.

\*En cas de changement de coordonnées bancaires, l'utilisateur informera le gestionnaire du port dans les plus brefs délais, et lui remettra le Relevé d'Identité Bancaire correspondant aux nouvelles coordonnées bancaires accompagné d'un mandat de prélèvement SEPA.

Le non-respect d'une des échéances convenues entraînera automatiquement et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, l'application de pénalités pour le retard du paiement, calculées au taux de l'intérêt légal majoré d'une fois et demie.

De même, le défaut de paiement de la redevance pourra entraîner la suspension temporaire de la carte d'accès au site.

## Chapitre 6. VISITEURS

Est considéré comme visiteur tout plaisancier non titulaire d'un contrat de location annuel.

Il est fait la distinction entre les visiteurs disposant d'un contrat saisonnier des visiteurs à la journée.

### ARTICLE 22 .VISITEURS DISPOSANT D'UN CONTRAT SAISONNIER

#### **a) Démarche préalable à l'obtention d'un contrat saisonnier**

Tout visiteur souhaitant disposer d'un emplacement, pour une durée déterminée, supérieure à 7 jours, doit en faire la demande à la capitainerie du port.

Cette demande est individuelle et personnelle.

Elle comporte les éléments suivants :

- les adresses postales et électroniques, ainsi que les coordonnées téléphoniques du demandeur,
- les caractéristiques du bateau,
- la période de séjour,
- la durée du séjour.

#### **b) Attribution des emplacements dans le cadre d'un contrat saisonnier**

##### **b1) Autorité attributrice**

Le gestionnaire du port attribue les emplacements en fonction des conditions d'exploitation du port et en application du présent règlement.

Il peut refuser ou retirer l'attribution à tout usager dont le bateau ne serait pas navigant ou dont l'état présenterait des risques pour la navigation, la sécurité ou la salubrité du port. Les infractions sont constatées conformément au règlement de police de port.

Les titulaires de contrat de location peuvent se voir attribuer un emplacement différent de celui attribué lors de la signature du contrat. Lorsque les conditions d'exploitation le nécessitent, le déplacement du bateau est à la charge de l'usager. A défaut, les agents du port sont autorisés à procéder au déplacement du bateau.

##### **b2) Principes d'attributions**

Les attributions sont effectuées à concurrence du nombre d'emplacements existants.

Le gestionnaire du port n'est pas tenu d'attribuer un emplacement devenu disponible s'il entend le réserver à un usage public, à des bâtiments militaires ou de sécurité ou pour tout autre motif tenant à l'organisation du port ou à un motif d'intérêt général.

Les emplacements déclarés disponibles par le gestionnaire du port seront proposés en contrat saisonnier, aux plaisanciers ayant procédé aux démarches préalables à l'obtention d'un contrat saisonnier.

##### **b3) Contrat de location d'un poste d'amarrage**

Le gestionnaire du port propose un contrat en deux exemplaires au demandeur en fonction des caractéristiques du bateau et disponibilités du port. Le demandeur dispose d'un délai de 3 jours pour

retourner les deux exemplaires dûment complétés, datés, signés et précédés de la mention Lu et Approuvé, sans modification des champs renseignés, accompagnés des pièces suivantes :

- Copie de l'acte de francisation, de la carte de circulation ou du contrat de nolisation du bateau, chacun de ces documents au nom du titulaire de la location,
  - Attestations d'assurance couvrant les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port, quelles qu'en soient la cause et la nature, soit par le navire soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables, et précisant que les frais de renflouement sont couverts par la police souscrite, dommages corporels causés au personnel du gestionnaire du port, ainsi que tous dommages matériels et corporels causés aux tiers,
  - Attestation de confié signé par le propriétaire ou le titulaire du contrat de nolisation pour les entreprises de réparation navale,
  - le règlement :
- par chèque bancaire libellé à l'ordre de la SAS Les Ports de Loire-Atlantique et adressé à la capitainerie,  
par carte bancaire,  
par espèces.

Dès réception des deux exemplaires du contrat de location d'un poste d'amarrage, dûment complétés, datés, signés et précédés de la mention Lu et Approuvé, sans modification des champs renseignés, accompagnés des pièces demandées, le gestionnaire du port tiendra, à la capitainerie, un exemplaire signé par ses soins, à disposition du demandeur.

A défaut de remise de ces pièces, le contrat ne pourra être conclu. Toute occupation d'un emplacement en l'absence de contrat constitue une occupation du domaine public, sans droit ni titre, susceptible d'entraîner une indemnité d'occupation conformément à la tarification en vigueur, approuvée en Conseil Portuaire et affichée en capitainerie.

Le contrat de location sera rédigé au nom du demandeur.

Ce dernier deviendra alors l'unique interlocuteur du gestionnaire du port. Toutes les correspondances, quelles qu'elles soient, lui seront adressées.

#### **b4) Durée des locations**

Les locations sont accordées aux usagers pour la durée prévue dans le contrat de location : arrivée à partir de 14h et départ avant 12h.

Elles ne sont pas renouvelables par tacite reconduction.

### **c) Occupation des emplacements dans le cadre d'un contrat saisonnier**

#### **c1) Les emplacements**

Les emplacements sont classés par catégories en fonction du gabarit du bateau qu'ils peuvent accueillir.

En raison du nombre d'emplacements limité dans chaque catégorie, et dans un souci de sécurité et d'équité, nul ne peut amarrer un bateau d'un gabarit déterminé dans un emplacement correspondant à un autre gabarit.

Le gestionnaire du port ne pourra être tenu responsable des conséquences du non-respect de cette obligation.

#### **c2) Obligations de l'usager**

L'utilisateur se doit de respecter le règlement de police du port, ainsi que le présent règlement.

L'utilisateur s'engage à n'occuper l'emplacement que pour une finalité non professionnelle et un usage privé non commercial. Il ne peut échanger son emplacement avec un autre plaisancier ou avec un professionnel.

L'occupation de l'emplacement est consentie moyennant le paiement d'une redevance, dont le montant est fixé en considération de la catégorie du navire pour lequel l'emplacement est consenti, calculée en fonction :

- de la longueur hors-tout incluant les appareils fixes,
- de la largeur,
- du nombre de coques,
- de la période du séjour,
- de la durée du séjour.

Ces montants sont portés à la connaissance des usagers par voie d'affichage en capitainerie.

L'utilisateur est également tenu de maintenir en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité son bateau tout au long de l'occupation de l'emplacement.

L'utilisateur s'oblige par ailleurs à assurer la conservation des ouvrages et des équipements mis à sa disposition et à signaler toute détérioration au maître de port.

Les navires ne pourront rester sous tension électrique qu'en présence d'une personne à bord. Tous les branchements constatés sur un navire dont les occupants sont absents, seront neutralisés par les agents du port. Tout dommage résultant de cette neutralisation ne pourra être imputé au gestionnaire du port.

Les appareils électriques utilisés à bord doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les navires selon leur catégorie, ainsi que les éléments de raccordement entre les dites installations et les bornes de distribution du port.

L'utilisateur s'engage à aviser le maître de port de toute utilisation de son navire par des tiers. Il reste tenu de tous les droits qui pourraient être dus en raison du stationnement ou des services dont son navire aura bénéficié. Il se doit d'informer ces tiers des obligations de respect du présent règlement ainsi que du règlement de police du port.

Les mouillages devront être utilisés tels qu'ils ont été installés et ne doivent en aucun cas être modifiés par leur bénéficiaire. En cas d'avaries subies par les chaînes ou les bouées, l'utilisateur devra en informer immédiatement le responsable du port.

Chaque propriétaire de bateau devra mettre en place à l'avant et à l'arrière au moins une amarre, celle à l'arrière étant fournie et mise en place par le gestionnaire du port. Néanmoins, le propriétaire demeure responsable de la surveillance de l'usure de cette amarre, à charge pour lui de prévenir le gestionnaire du port pour son remplacement.

Ces amarres devront être frappées sur les anneaux des bouées à la condition expresse qu'elles ne flottent pas. En cas d'absence prolongée du propriétaire (période hivernale), il est obligatoire de doubler les amarres à l'avant. Chaque usager devra disposer sur chaque bord de son bateau des défenses pour amortir les contacts inévitables entre les embarcations. Les pneus sont formellement interdits.

Afin que tous les bateaux se comportent d'une manière quasi identique pendant leurs mouvements au mouillage (ressac, courant, vent...) il est indispensable qu'ils soient amarrés « court » sur les bouées, environ un mètre entre l'anneau avant et le chaumard d'étrave). L'amarrage recommandé peut être demandé à la capitainerie du port.

En tout état de cause, le gestionnaire du port ne saurait être responsable de toute avarie résultant de cet amarrage.

Les bateaux quillards ou dériveurs lestés dont le tirant d'eau cause une gîte prononcée à l'échouage devront obligatoirement béquiller.



### **c3) Exclusivité**

Toute catégorie d'emplacement est exclusivement réservée au bateau déclaré dans le contrat de location conclu entre l'utilisateur et le gestionnaire du port. Il ne peut être ni sous-loué, ni cédé.

Tout changement de catégorie d'emplacement entraîne la conclusion d'un contrat de location d'un poste d'amarrage spécifique à la catégorie d'emplacement.

### **c4) Emplacements laissés vacants**

L'utilisateur s'oblige à prévenir le maître de port de toute absence prévisible du navire de son poste d'amarrage pour une durée supérieure à 24 heures. Faute de déclaration préalable dans les conditions susvisées, le poste sera réputé libre à compter du lendemain du jour d'absence. Le maître de port se réserve alors la possibilité d'affecter l'emplacement momentanément libéré à d'autres navires de passage, et ce sans indemnité pour l'utilisateur.

### **d) Redevances dans le cadre d'un contrat saisonnier**

#### **d1) Exigibilité**

L'obtention d'un emplacement rend la redevance exigible dès la date de mise à disposition de l'emplacement que celui-ci soit occupé ou non.

La redevance est appliquée pour la durée prévue dans le contrat de location.

#### **d2) Prix**

La redevance d'occupation est appliquée selon un barème tarifaire approuvé annuellement en Conseil Portuaire.

Ce barème tarifaire est annexé au présent règlement.

## **ARTICLE 23 .VISITEURS A LA JOURNEE**

Sont considérés comme visiteurs à la journée les plaisanciers non titulaires d'un contrat saisonnier, et dont le séjour au port n'excède pas 7 jours.

Avant toute entrée dans l'enceinte portuaire, le plaisancier devra se signaler à la capitainerie.

En dehors des heures d'ouverture de la capitainerie, le plaisancier s'amarrera au ponton visiteur et se signalera à la capitainerie dès son ouverture.

### **a) Attribution des emplacements dans le cadre d'un visiteur à la journée**

#### **a1) Autorité attributrice**

Le gestionnaire du port attribue les emplacements en fonction des conditions d'exploitation du port et en application du présent règlement.

Il peut refuser ou retirer l'attribution à tout usager dont le bateau ne serait pas navigant ou dont l'état présenterait des risques pour la navigation, la sécurité ou la salubrité du port. Les infractions sont constatées conformément au règlement de police du port.

#### **a2) Principes d'attributions**

Les attributions sont effectuées à concurrence du nombre d'emplacements disponibles.

## **b) Occupation des emplacements dans le cadre d'un visiteur à la journée**

### **b1) Les emplacements**

Les emplacements sont classés par catégories en fonction du gabarit du bateau qu'ils peuvent accueillir.

En raison du nombre d'emplacements limité dans chaque catégorie, et dans un souci de sécurité et d'équité, nul ne peut amarrer un bateau d'un gabarit déterminé dans un emplacement correspondant à un autre gabarit.

Le gestionnaire du port ne pourra être tenue responsable des conséquences du non-respect de cette obligation.

### **b2) Obligations du plaisancier**

L'utilisateur se doit de respecter le règlement de police du port, ainsi que le présent règlement.

L'utilisateur se doit de justifier des attestations d'assurance couvrant les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port, quels qu'en soient la cause et la nature, soit par le navire soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables, et précisant que les frais de renflouement sont couverts par la police souscrite, dommages corporels causés au personnel du gestionnaire du port, ainsi que tous dommages matériels et corporels causés aux tiers.

L'occupation de l'emplacement est consentie moyennant le paiement d'une redevance, dont le montant est fixé en considération de la catégorie du navire pour lequel l'emplacement est consenti, calculée en fonction :

- de la longueur hors-tout incluant les appareils fixes,
- de la largeur,
- du nombre de coques,
- de la période du séjour,
- de la durée du séjour.

Ces montants sont portés à la connaissance des usagers par voie d'affichage en capitainerie.

L'utilisateur est également tenu de maintenir en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité son bateau tout au long de l'occupation de l'emplacement.

L'utilisateur s'oblige par ailleurs à assurer la conservation des ouvrages et des équipements mis à sa disposition et à signaler toute détérioration au maître de port.

Les navires ne pourront rester sous tension électrique qu'en présence d'une personne à bord. Tous les branchements constatés sur un navire dont les occupants sont absents, seront neutralisés par les agents du port. Tout dommage résultant de cette neutralisation ne pourra être imputé au gestionnaire du port.

Les appareils électriques utilisés à bord doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les navires selon leur catégorie, ainsi que les éléments de raccordement entre les dites installations et les bornes de distribution du port.

Les mouillages devront être utilisés tels qu'ils ont été installés et ne doivent en aucun cas être modifiés par leur bénéficiaire. En cas d'avaries subies par les chaînes ou les bouées, l'utilisateur devra en informer immédiatement le responsable du port.

Chaque propriétaire de bateau devra mettre en place à l'avant et à l'arrière au moins une amarre, celle à l'arrière étant fournie et mise en place par le gestionnaire du port. Néanmoins, le propriétaire

demeure responsable de la surveillance de l'usure de cette amarre, à charge pour lui de prévenir le gestionnaire du port pour son remplacement.

Ces amarres devront être frappées sur les anneaux des bouées à la condition expresse qu'elles ne flottent pas. En cas d'absence prolongée du propriétaire (période hivernale), il est obligatoire de doubler les amarres à l'avant. Chaque usager devra disposer sur chaque bord de son bateau des défenses pour amortir les chocs inévitables entre les embarcations. Les pneus sont formellement interdits.

Afin que tous les bateaux se comportent d'une manière quasi identique pendant leurs mouvements au mouillage (ressac, courant, vent..) il est indispensable qu'ils soient amarrés « court » sur les bouées, environ un mètre entre l'anneau avant et le chaumard d'étrave). L'amarrage recommandé peut être demandé à la capitainerie du port.

En tout état de cause, le gestionnaire du port ne saurait être responsable de toute avarie résultant de cet amarrage.

Les bateaux quillards ou dériveurs lestés dont le tirant d'eau cause une gîte prononcée à l'échouage devront obligatoirement béquiller.

### **c) Redevances dans le cadre d'un visiteur à la journée**

#### **c1) Exigibilité**

L'obtention d'un emplacement rend la redevance exigible dès la date de mise à disposition de l'emplacement que celui-ci soit occupé ou non.

La redevance est appliquée pour la durée d'occupation de l'emplacement.

#### **c2) Prix**

La redevance d'occupation est appliquée selon un barème tarifaire approuvé annuellement en Conseil Portuaire.

Ce barème tarifaire est annexé au présent règlement.

### **d) Modalités de paiement**

Le règlement de la redevance doit être remis à la capitainerie du port :

- par chèque libellé à l'ordre de la SAS Les Ports de Loire-Atlantique et adressé à la capitainerie,
- par carte bancaire,
- par espèces.

## Chapitre 7. RESILIATION DE CONTRAT DE LOCATION (ANNUEL OU SAISONNIER) ET EXCLUSION D'UN VISITEUR A LA JOURNEE

### ARTICLE 24 .PROCEDURE DE RESILIATION

Le gestionnaire du port peut :

- résilier sans indemnité et avant leur terme les contrats de location accordés,
- exclure du port les visiteurs,

pour les motifs suivants :

- **pour motif d'intérêt général** : la résiliation motivée est notifiée à l'usager par lettre recommandée avec accusé de réception. Sauf motif d'urgence impérieuse, le délai de prévenance ne peut être inférieur à trois mois.
- **pour non-paiement de la redevance** : à l'expiration du délai de paiement du titre de recette émis, le gestionnaire du port peut résilier le contrat de location objet de la redevance non payée avec un préavis d'un mois après mise en demeure demeurée infructueuse. Ce préavis est réduit à huit jours pour les visiteurs à la journée.
- **pour usage fautif ou abusif** : sont considérés comme un usage abusif ou fautif, sans que cette liste soit limitative, les comportements susceptibles de nuire au port, à ses usagers ou à l'environnement tels que :
  - l'amarrage et la navigation d'un bateau présentant un danger pour la navigation,
  - l'amarrage et la navigation d'un bateau présentant des risques pour la salubrité du port, l'environnement ou les autres usagers,
  - un usage de l'emplacement non-conforme à l'activité déclarée,
  - l'amarrage d'un navire non déclaré ou d'un gabarit différent de celui prévu à l'emplacement occupé,
  - le non-respect du présent règlement et du règlement de police du port,
  - la communication de données erronées lors de l'établissement des contrats (annuels et visiteurs, ou, lors de réservation d'emplacement pour les visiteurs à la journée).

Le comportement fautif est constaté par les agents du port, ou par les surveillants de port. La résiliation du contrat de location pour ce motif est de plein droit un mois (huit jours pour les visiteurs à la journée) après mise en demeure de faire cesser l'usage ou le comportement fautif faite par lettre recommandée à l'usager et demeurée sans suite.

### ARTICLE 25 .CONSEQUENCES DE LA RESILIATION

La notification de la résiliation du contrat de location précise le délai laissé à l'usager pour libérer l'emplacement.

Le maintien du bateau sur l'emplacement au-delà du délai prescrit sera considéré comme une occupation sans titre du domaine public pouvant donner lieu à la perception d'une indemnité pour

occupation du domaine public conformément à la tarification en vigueur, approuvée en Conseil Portuaire et affichée en capitainerie.

## **ARTICLE 26 .DEPART ANTICIPE D'UN NAVIRE DE SON POSTE D'AMARRAGE**

En cas de désistement ou de départ anticipé d'un navire dont l'utilisateur bénéficie du tarif annuel préférentiel, un remboursement au prorata temporis sera effectué, si le départ est confirmé par écrit et l'emplacement libéré avant le 15 juin de l'année en cours.

En cas de départ anticipé après le 15 juin de l'année, il ne sera pratiqué aucun prorata temporis sur le montant de la redevance.

Des frais de gestion de dossier seront appliqués, conformément à la tarification en vigueur, approuvée en Conseil Portuaire et affichée en capitainerie.

Les contrats saisonniers ne pourront bénéficier d'aucun remboursement ou d'un report de date en cas de départ anticipé ou d'arrivée tardive.

La rupture anticipée du contrat, pour quelque motif que ce soit, emporte obligation pour l'utilisateur de procéder à l'enlèvement du navire dans un délai de 15 jours à compter de la rupture définitive. Il demeure pleinement responsable des opérations d'enlèvement et de tout dommage pouvant subvenir à leur occasion.

Faute pour ce dernier, de s'exécuter dans le délai imparti, le gestionnaire du port procédera d'office, aux frais de l'utilisateur, aux opérations d'enlèvement du navire, pour le placer en tout lieu qu'il jugera bon. Ces opérations seront réputées exécutées sous le contrôle et la direction de l'utilisateur, responsable exclusif de tout dommage imputable à celles-ci.

## **Chapitre 8. REGLEMENTS PARTICULIERS**

### **ARTICLE 27 .UTILISATION DU PONTON DU BRISE-LAMES DE GOURMALON**

Le présent article a pour objet de définir les conditions à respecter pour l'utilisation des emplacements au ponton du brise-lames de Gourmalon.

#### **a) Modalités d'occupation**

Le stationnement des navires est limité à la durée nécessaire au débarquement ou à l'embarquement des passagers ou du matériel sauf en cas de réparation et sur autorisation du gestionnaire du port pour une durée définie par ce dernier.

#### **b) Obligations du plaisancier**

L'utilisateur se doit de respecter le règlement de police du port, ainsi que le présent règlement.

L'utilisateur plaisancier s'engage à n'occuper son mouillage que pour une finalité non professionnelle et un usage privé non commercial.

L'occupation du mouillage est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle, dont le montant est fixé en considération de la catégorie du navire pour lequel le mouillage est consenti, calculée en fonction de la longueur hors-tout incluant les appareils fixes, de la largeur et du nombre de coques. Ces montants sont portés à la connaissance des usagers par voie d'affichage en capitainerie.

L'utilisateur est également tenu de maintenir en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité son bateau tout au long de l'occupation de l'emplacement.

Le mouillage ne pourra être transmis accessoirement à la propriété du navire. Le nouveau propriétaire, pour le cas où il désirerait bénéficier d'un mouillage devra présenter une demande au gestionnaire de port.

#### **c) Responsabilité**

- Du gestionnaire :

La responsabilité du gestionnaire ne saurait être recherchée en cas de non-respect des consignes à respecter.

- De l'utilisateur :

L'utilisateur demeure responsable des conséquences matérielles, tant sur les ouvrages du gestionnaire que sur les biens des tiers, du fait du non-respect des consignes, ainsi que des dommages corporels causés au tiers ainsi qu'au personnel du gestionnaire du port.

#### **d) Répression des infractions**

En cas de non-respect des consignes, la responsabilité du contrevenant sera recherchée.

L'autorisation individuelle de mouillage pourra alors être résiliée.

## **ARTICLE 28 .UTILISATION DES CALES DE MISE A L'EAU**

### **CALE ET TERRE-PLEIN DES MALOUINES**

La cale des Malouines est réservée aux dériveurs légers et aux annexes pour lesquelles la mise à l'eau est possible sans l'utilisation d'un véhicule.

### **CALE DU PETIT NICE ET CALE OUEST DU MOLE LERAY**

L'utilisation de ces cales est réservée aux services de sécurité et aux usagers du port de pêche.

### **CALE ET TERRE-PLEIN DE GOURMALON**

L'accès est ouvert aux seuls usagers du port.

### **JETEE DE GOURMALON :**

La circulation des véhicules (voitures et deux roues) est interdite.

## **ARTICLE 29 .UTILISATION DU TERRE-PLEIN DE L'AVANT-PORT**

Les terres-pleins sont réservés exclusivement au stationnement des dériveurs et catamarans sous contrat et dont la mise à l'eau ou mise hors d'eau se fait exclusivement avec une remorque de plage. Les remorques de route devront être stationnées en dehors du port après utilisation.

## **Chapitre 9. ENVIRONNEMENT**

Tout déversement de produits pétroliers est interdit dans l'enceinte du port. En cas de déversement même accidentel, l'usager devra prendre immédiatement les mesures nécessaires pour en faire disparaître toute trace et en aviser dans les plus brefs délais le gestionnaire du port.

A défaut, l'intervention des agents du port sera facturée au contrevenant à raison de 100 € TTC / ½ heure par agent portuaire.

En cas de besoin, la fourniture de matériels, de produits absorbants, les procédures réglementaires et les frais liés à la destruction des déchets sont à la charge du demandeur ou du contrevenant.

## **Chapitre 10. BATEAU EPAVE ET BATEAU ABANDONNE**

Le présent chapitre a pour objet de définir la notion de bateau abandonné et de bateau épave ainsi que les procédures pouvant être mises en place par le gestionnaire du port.

\* Conformément au Code des Transports, constitue un bateau abandonné tout engin flottant ou navire en état de flottabilité, désigné ci-après par les mots : "le navire", abandonné dans les eaux territoriales, dans les eaux intérieures en aval de la limite transversale de la mer ou dans les limites administratives des ports maritimes ou sur les rivages dépendant du domaine public maritime ou sur le littoral maritime et présentant un danger ou entravant de façon prolongée l'exercice des activités maritimes, littorales ou portuaires.

En cas de présence d'un bateau abandonné, le gestionnaire du port pourra, en application de la réglementation en la matière, diligenter la procédure d'intervention sur le navire ou la procédure de déchéance de propriété.

\* Conformément au Code des Transports, l'état d'épave résulte de la non-flottabilité, de l'absence d'équipage à bord et de l'inexistence de mesures de garde et de manœuvre, sauf si cet état résulte d'un abandon volontaire en vue de soustraire frauduleusement le navire, l'engin flottant, les marchandises et cargaisons ou l'aéronef à la réglementation douanière.

En cas de présence d'un bateau épave, le gestionnaire du port pourra, en application de la réglementation en la matière, soit demander au propriétaire de procéder aux opérations de sauvetage, d'enlèvement, de destruction ou aux opérations destinées à supprimer les dangers que présente cette épave et, à défaut, y procéder d'office aux frais et risques du propriétaire, soit de diligenter la procédure de déchéance de propriété, soit de procéder à la vente du bateau.